

Le gouvernement des Soviets masse des troupes à la frontière mandchoue (Les journaux)

L'IMPERIALISME RUSSE CONTINUE

Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5 fr.	Trois mois... 7 fr.

Rédaction : Administration : Jean Girardin, 188, boulevard de la Vierge, Paris (19e)

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

L'ont-ils assassiné ?

L'Éfascisme n'est pas le seul gouvernement qui assassine ou emprisonne les opposants au régime. Les îles de Lipari ne sont pas le seul lieu où les militants révolutionnaires agonisent dans des souffrances atroces. Il est un autre Etat qui use des mêmes armes envers ceux qui ne l'approuvent point les yeux fermés et il est d'autres îles qui voient les prisonniers politiques mourir lentement. L'Etat, c'est le gouvernement bolchevique ; les îles, ce sont les îles Solovskij.

Nous publions assez souvent, en ce journal, des appels émouvants du Fonds de Secours au sujet du long martyre que subissent nos camarades anarchistes et syndicalistes dans les lieux de déportation où le Kremlin les a envoyés. De temps en temps, nous recevons la nouvelle qu'un de ces vaillants luttant pour la terre n'a la corruption stalinienne n'ont pu abattre à succombé, après d'affreux tourments, sous les coups de la répression.

Hélas ! il semble bien que chaque jour doive nous amener à émettre une nouvelle protestation contre les bourreaux du peuple russe qui se sont intitulés communistes afin de mieux masquer leurs desseins dominateurs d'une prétendue dictature du prolétariat qui n'est, en réalité, qu'une dictature de forbans sur le prolétariat.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous signalons les méthodes avec lesquelles la tourbe policière régit à Moscou. Terreur, mouchardage, corruption, assassinats, déportations, exils — tout est mis en œuvre pour que dure le plus longtemps possible ce régime qui sera la honte et l'opprobre de toutes les écoles socialistes autoritaires.

La liberté de la presse supprimée, monopolisation des imprimeries, poursuite et condamnation impitoyables de tout imprimé clandestin — car, dans cet « Etat ouvrier », pour pouvoir exprimer sa pensée, il faut le faire clandestinement et risquer d'encourir les terribles représailles du Guepéou.

Néanmoins, malgré une censure sévère, des lettres franchissent la frontière qui nous apportent des nouvelles — oh ! de bien tristes nouvelles — de nos courageux camarades qui, contre vents et marée, tiennent haut et ferme le drapeau de la liberté.

L'an dernier, après une campagne internationale de protestation, notre camarade Ghezzi fut arrêté à la mort. Certes, on ignore à peu près ce qu'il lui est advenu, puisque ses bourreaux n'ont pas voulu le laisser sortir de Russie, mais on ne peut même lui de la croire à l'abri d'un provisoire — de la

Ghezzi, se trouvait cependant, camarade victime des mêmes méthodes, mais pour lequel, malheureusement, on n'entreprend pas la même œuvre qui fait qu'il est actuellement des nombreuses ergastules de S.

On ne peut pas parler de Alphonse Petrin, tout le passé de ce vaillant est mérité que l'on s'intéresse à lui, que tous les hommes du monde entier fassent le deuil d'agitation autour de son nom.

Les autorités bolcheviques, pour le perdre, se montrent aussi crasseusement canailles que les Etats-Unis envers Sacco et Vanzetti.

De la même façon que les gouvernements américains inventèrent une accusation infamante pour exécuter nos deux pauvres amis, le gouvernement bolcheviste invente une imputation calomnieuse pour assassiner Petrin. Qu'on en juge :

Alphonse Petrin était un militant anarchiste italien. Venu aux groupes libertaires vers 1917, il prit part à toutes les luttes qui se déroulèrent en Italie. En 1920, lors de l'occupation des usines et de la révolte d'Ancone, il fut, au cours de l'émeute, gravement blessé à une jambe. Arrêté avec d'autres anarchistes, il fut acquitté après onze mois de prévention. Aussitôt libéré il se jeta dans la mêlée révolutionnaire et par la parole comme par les actes se montra un excellent agitateur.

Lorsque les fascistes tentèrent une marche sur Ancone, Petrin s'unit à d'autres camarades, et, l'arme au pied lutta jusqu'à la dernière minute.

Ensuite, dans tous les combats contre les fascistes, il prit une part active, étant aux points les plus dangereux et au premier rang.

Le fascisme triomphant voulut se venger de ceux qui lui opposèrent une si vigoureuse résistance. Tous les faits commis contre les fascistes avant la marche sur Rome furent poursuivis avec acharnement, les révolutionnaires furent condamnés à de longues peines d'emprisonnement.

Petrin eut la veine inespérée de pouvoir se soustraire aux miliciens qui lui donnaient la chasse. Il fut, néanmoins,

condamné par contumace à dix-sept années de réclusion. Il avait réussi à s'enfuir d'Italie et alla à Moscou.

Hélas ! il n'avait échappé aux bourreaux de Mussolini que pour retomber entre les pattes sales d'autres bourreaux aussi maléfiques : les sicaires de Staline.

A Moscou, existait un lieu de rendez-vous des réfugiés politiques ; ce lieu était activement surveillé par la police bolcheviste, car on y discutait, sans souci des mouchards, de toutes sortes d'affaires concernant la vie politique et économique du pays.

Un jour, Petrin osa critiquer et blâmer un peu plus fort que d'habitude la dictature du prolétariat. Les agents du Guepéou l'entendirent prononcer ces phrases : « C'est cela qu'on appelle la dictature du prolétariat ? S'il agit de la sorte envers le peuple, en quoi est-il différent du gouvernement de Mussolini ? » Cela était évidemment un crime impardonnable et les flics bolchevistes l'arrêtèrent séance tenante.

Des démarches furent accomplies auprès de différents communistes, mais aucune réponse ne parvint.

Alors, les camarades écrivirent à Ancone. Il leur fut répondu que la famille de Petrin était dans la plus grande misère et dépourvue de tout moyen de subsistance. Sa femme était sans nouvelles de lui depuis deux ans.

Par contre, le secrétaire de la section communiste d'Ancone répondit par une lettre accusant Petrin d'avoir offert ses services à l'Ambassade d'Italie à Moscou afin de pouvoir rentrer librement en Italie.

Dès que cette lettre fut reçue, les amis de Petrin allèrent trouver les représentants du Parti communiste italien à Paris pour être éclairés sur cette affaire. Un des chefs communistes affirma la véracité du fait et proposa de nommer une Commission anarchiste à qui il aurait présenté les documents. Au premier rendez-vous, il s'excusa d'arriver les mains vides, disant que les documents promis étaient encore à Moscou, mais il promit de convoquer nos amis à une prochaine réunion. Or non seulement il manqua à sa parole, mais depuis on n'a aucune nouvelle de lui.

Cependant, avant de terminer le premier et unique entretien, il déclara que Petrin n'était pas mort mais avait été condamné administrativement à dix ans de prison.

Des démarches furent faites auprès de la femme de Maxime Gorki et ne donnèrent aucun résultat.

Le Comité International de Défense Anarchiste écrivit à l'ambassadeur de Paris. Celui-ci se maintint dans le mutisme général en renvoyant la lettre au Comité sans un mot de réponse.

Eh bien ! nous voulons savoir ce qu'est devenu Petrin. On nous a dit qu'il n'était pas mort, nous ne sommes pas forcés de le croire. Peut-être a-t-il été assassiné, puisque personne ne veut nous en donner des nouvelles.

Nous en appelons donc à tous les anarchistes, à tous les révolutionnaires sincères pour que cesse ce silence scandaleux et angossant.

Nous voulons savoir :

1° OU SE TROUVE PRESENTEMENT PETRIN ?

2° A QUELLE PEINE IL A ETE CONDMNÉ ET PAR QUEL TRIBUNAL ?

3° LES MOTIFS DE SA CONDMNATION AVEC LES PREUVES DE (E QU'ON LUI REPROCHE).

Nous voulons le savoir. Nous le saurons, dussions-nous entreprendre une vaste campagne d'agitation.

Nous ne permettrons pas qu'on se débarrasse de lui, qu'on le fasse disparaître sans nous rendre des comptes.

S'il a été assassiné, nous irons porter le cas devant les ouvriers dans les prochaines réunions communistes.

Et nous ne serons pas les seuls à exiger toute la lumière sur cette affaire ignominieuse.

NOTRE PROCÈS

Nos amis se sont étonnés de ne point voir, dans le numéro précédent, le compte rendu du procès que Léon Daudet nous avait intenté.

Par suite d'une manœuvre dilatoire, le procès est remis au mardi 8 décembre — toujours devant la 12e chambre. Ce jour-là, nous nous expliquerons face au tribunal de la rue de Rome et nous ne permettrons pas que, usant des facilités que lui accorde le Code, Crapeaulon esquive ses responsabilités.

Il a voulu le procès : il l'aura ! Et nous entendons bien profiter de l'occasion pour lui cracher à la face tout notre mépris.

Donc, au 8 décembre.

ASCASO EN DANGER

Des policiers de Barcelone, grâce à une ignoble machination, voudraient se débarrasser de notre compagnon Ascaso. Notre camarade Ascaso, celui que nous sauvâmes, ainsi que Durutti et Jover, quand les gouvernements argentin et espagnol réclamaient leur extradition pour des attentats et des délits de droit commun. Ascaso vient d'être mis en état d'arrestation à Barcelone, sous prétexte d'attentats contre des bureaux de tabacs, des banques ou des chauffeurs de taxi.

Le mercredi 30 octobre, Ascaso, accompagné de quelques camarades, passait dans la rue Ralal le plus tranquillement du monde. Arrivé à la hauteur d'un bureau de tabacs, le groupe de camarades vit se dresser devant lui des policiers dirigés par l'inspecteur Rubio. Surpris par l'attaque, aucune résistance n'était possible ; Ascaso et le reste du groupe furent emmenés à la préfecture de police.

Ascaso est anarchiste ; depuis son retour en Espagne, il milite dans la C. N. T. et est l'un des militants les plus fervents de la F. A. I. Ascaso est l'un des policiers d'Espagne ; ces derniers connaissent l'homme d'action.

La proclamation de la République n'a même pas entraîné un changement du personnel policier, les mêmes brutes qui hier servaient le roi servent aujourd'hui la République, et l'on sait tout de suite les raisons de la machination policière.

Déjà, sous le règne du macaque, l'Espagne réclamait à la France l'extradition d'Ascaso pour l'attaque de la banque de Gijón et le meurtre de l'archevêque de Saragossa. Les policiers du roi, qui ne purent obtenir satisfaction hier grâce à l'action du Comité du Droit d'Asile et des anarchistes français, ont décidé d'agir sans intermédiaire. Ascaso est détenu accusé d'un tas d'attentats de droit commun. Les flics, devenus républicains, ont poussé le zèle jusqu'à le rendre coupable de délits commis pendant l'absence d'Ascaso.

Des ouvriers de Reus ont publié dans *Solidaridad Obrera*, journal de la C. N. T., la protestation suivante : « Professeurs contre détention arbitraire du camarade Ascaso, ledit camarade se trouvait à Reus vendredi et samedi de la semaine dernière, et n'a pu commettre les faits que la police lui impute et qui se sont déroulés pendant ces deux jours. Trois cents ouvriers des fabriques et textiles devant lesquels Ascaso a parlé peuvent en témoigner. » Signé : « Comité des syndiqués uniques ».

Voilà, en attendant mièx, la police convaincue de machination. L'arrestation devant le bureau de tabacs servait de prétexte. (Depuis quelque temps, des attentats ont été dirigés contre des bureaux de tabacs. Pour bien le prouver, signalons que M. et Mme Reventos, propriétaires du tabac de la rue Ralal, à Barcelone, ont déclaré qu'ils n'avaient absolument rien vu d'anormal devant leur boutique.

Après l'arrestation d'Ascaso, signalons que les attaques contre les chauffeurs continuent. Un cinéma, d'après les agences, a même été le théâtre d'une attaque à main armée.

Ascaso, détenu, ne peut en être rendu responsable. C'est dommage pour les sibilés de Barcelone.

Nous ne laisserons pas faire les policiers républicains ; ils ne réussiront pas leur mauvais coup. Nous apprenons également que Maria, la chère sœur d'Ascaso, s'est rendue à la préfecture pour apporter du linge de corps, entendus des cris d'épouvante venant des souterrains de la préfecture. Croyant entendre son frère, elle voulut voir, se renseigner. Mais les sauvages policiers la mirent à la porte.

Sous la République, on torture encore en Espagne. Mais Ascaso n'est pas de ceux qui se laissent trahir par la souffrance. Les policiers de Barcelone ne réussiront pas leur mauvais coup.

Mardi, nous avons fait parvenir un télégramme à Ascaso, et si besoin est, nous lui choisirons un défenseur qui ira en Espagne.

On verra si la République se ravalera plus bas que les Torquemada d'hier. En attendant, veillons et tenons-nous prêts à sauver Ascaso une seconde fois.

L'UNION ANARCHISTE.

A PROPOS... d'oignons

Je n'ai pu, en raison de mon impécuniosité habituelle, assister au dernier congrès de l'U. A. C. R. Je le regrette, mais je suis néanmoins heureux que les résolutions qu'il a adoptées soient empreintes du plus pur esprit anarchiste-communiste.

Le congrès a fait justice de certains points de vue, j'allais écrire de déviations, mais il faut appeler les choses par leur nom et les théories de Michaud et consorts sur la propriété, l'armée, etc., dont j'ai pris connaissance dans la Voix Libertaire ne sont pas des déviations de l'anarchisme. Elles représentent une tout autre doctrine, autoritaire, et qui, par conséquent, ne peut ni de près ni de loin se réclamer de l'anarchisme.

Le congrès, entre autres heureuses décisions, a autorisé l'administration du Libertaire à faire usage de la publicité pour combler le déficit qu'occasionne, hebdomadairement, la parution du journal.

La parution d'un journal anarchiste-communiste, comme le Libertaire, est, dans l'état actuel des choses, nécessaire, indispensable. C'est le meilleur outil de propagande que peuvent posséder les antiautoritaires. Si le journal disparaît, c'est le mouvement qui meurt, petit à petit.

Or, il faut bien le dire, parce que c'est vrai, bon nombre de compagnons n'ont trouvé de meilleure aide à aborder au journal qu'une critique souvent acerbe de ce qu'il publie ou de sa présentation. C'est là besogne enfantine, à la portée de tous. Je suis, d'ailleurs, rarement content de ce que je fais, ou de ce que j'écris. Mais, j'ai néanmoins, la satisfaction d'avoir fait quelque chose, ce que ne peuvent pas toujours dire certains critiques.

Vous vous demandez où je veux en venir ?

Tout simplement aux oignons à fleurs pour lesquels le Libertaire a publié dans son dernier numéro un placard de publicité. Des camarades se sont émus, et ont manifesté, à la dernière assemblée générale de la Fédération parisienne, leur indignation au sujet de cette publicité.

J'ai fait timidement remarquer que, jusqu'à présent, je ne voyais pas bien ce que pour et avoir d'antianarchiste cet oignon ayant surplu l'excuse d'être à fleur.

La parole ensuite, en ne faisant observer que sur un tel sujet l'ironie n'était pas de mise et qu'il s'agissait d'oignons conglomérats étatiques, puisqu'ils étaient contrôlés conformément à la loi n° 1...

Je ne connais personne qui ait, « l'usage moi, le respect de toutes les convictions sincères, mais je n'ai pu m'empêcher de me tirebouchonner.

Toutes les denrées périssables venant de l'étranger sont soumises à un contrôle sanitaire, légal, évidemment. Nos purs purs auraient voulu que l'oignon à fleur fût exempt de cette formalité. Je ne demanderais pas mieux, mais je ne vois pas en quoi la doctrine anarchiste est péjorative en raison de cette formalité « obligatoire » pour toute importation d'oignons.

Vous me direz que c'est là une chose de minime importance. Je ne suis pas de cet avis. Je suis certes d'accord avec ceux qui ne voudraient pas voir de publicité dans un journal d'idées. Mais je suis de ceux qui pensent que, plutôt que de voir le journal disparaître, il vaut mieux avoir recours à une publicité d'ailleurs sélectionnée et qui n'engage en rien les doctrines que le journal propage.

Il y a plusieurs moyens d'éviter la propagande pour les oignons à fleurs « étatiques » : c'est de soutenir son journal, de lui trouver des abonnés, de surveiller sa mise en vente, de lui trouver de nouveaux dépositaires, de collaborer régulièrement, de le faire connaître à ses brochures, de le distribuer à l'endroit où l'on travaille, etc., etc.

Mais cela, ce n'est plus de la critique... et je reconnais que c'est beaucoup plus difficile !... — Pierre Muallès

Suffrage universel

Il n'était pas besoin, pour nous, de connaître les résultats des élections anglaises pour avoir une opinion définitive sur la comédie du suffrage universel.

Depuis longtemps, nous savions qu'on ne peut rien attendre de bon de ce que les politiciens appellent dans leur langage pompeux une consultation populaire.

Mais, cependant, il est utile de s'arrêter un peu sur le scrutin britannique du 27 octobre, parce que nous y relevons plusieurs points qui viennent, une fois de plus, légitimer notre formelle opposition au vaudeville électoral et que ces constatations seront bonnes à enregistrer soigneusement par tous les militants anarchistes pour s'en servir lors de la foire électorale qui se déroulera dans notre pays l'année prochaine.

Tout d'abord, la première constatation qui s'impose est que le parti travailliste avait obtenu trois cents mandats aux précédentes élections avec huit millions de voix. Cette année, avec sept millions, ils n'ont plus que cinquante-deux élus. Ainsi donc, alors qu'ils ne perdent qu'un huitième de voix, ils perdent cinq sixièmes de députés. On voit que l'arithmétique électorale est assez spéciale et, vraiment, quand on prétend que les parlementaires représentent le peuple, on se fait royalement du monde.

Qu'on ne vienne pas nous dire que le système électoral anglais est spécial et que le « vote triangulaire » ne permet pas une représentation exacte des électeurs. La France n'est pas mieux partagée. Ainsi, en 1919, le parti S. F. I. O. n'avait que 60 députés avec 2 millions de voix, alors qu'il eût dû en avoir 150. En 1928, le parti communiste, avec 1 million d'électeurs n'avait que douze sièges, alors qu'il en aurait dû avoir au moins cinquante. On voit des députés élus avec deux mille voix à Paris et d'autres candidats, dans la même ville, être battus avec sept ou huit mille suffrages.

En tous les pays, même en Belgique, même en Allemagne, où, pourtant, règne la représentation proportionnelle exacte, il se trouve plusieurs milliers d'électeurs qui se trouvent sans représentants.

Voilà donc que les élections anglaises confirment sur un premier point ce que nous disons depuis toujours : que les élections ne peuvent pas être considérées comme un moyen pour le peuple de manifester sa volonté et de choisir ses représentants.

Un deuxième point, sur lequel, du reste, nous appuyons le plus fortement, c'est sur le mensonge électoral.

Les huit millions d'électeurs qui, en 1929, avaient élu des candidats travaillistes, croyaient qu'en accomplissant ce geste, ils allaient aider à réaliser la nationalisation des grands services publics, qu'ils allaient aider au contrôle des banques prélu de la nationalisation, qu'ils allaient collaborer au désarmement.

Le parti travailliste prit le pouvoir, résultats : les mines et les chemins de fer sont toujours entre les mains des grands magnats, la banque est au pouvoir des requins et fait sombrer les gouvernements, le droit de grève générale est toujours hors-la-loi, le ministère travailliste fit construire de nouveaux bâtiments de guerre et se refusa au désarmement, le chômage étend de plus en plus ses ravages dans la classe ouvrière, la misère s'accroît, cependant que les fortunes continuent à s'édifier à la faveur de cette misère, les Hindous sont aussi spoliés qu'avant.

En bref, le parti travailliste au pouvoir n'a tenu aucune des promesses qu'il avait faites aux électeurs.

Je suppose qu'on ne me répondra pas que c'est un cas spécial à l'Angleterre.

Certes, je sais qu'on objectera que le parti travailliste avait pris le pouvoir sans majorité réelle et qu'il s'était vu qu'il ne pourrait pas tout réaliser.

Ici, deux observations s'imposent. D'abord, non seulement les travaillistes n'ont pas tout réalisé. Ils n'ont rien réalisé du tout. Chaque fois qu'ils tentaient quelque chose, ils se virent opposer le veto de la finance... et ils capitulèrent.

Ensuite, pourquoi, puisqu'ils savaient qu'ils allaient être accusés, prirent-ils le pouvoir ? Qui les y obligeait ?

Sachant qu'ils allaient, ils y sont allés uniquement parce qu'ils désiraient le pouvoir pour le pouvoir. Les fonctions ministérielles ont de ces avantages qui valent bien, pour les politiciens, une abjuration !

Au lieu de rechercher les moyens de sauver le régime qui se lézarde de fond en comble, ils auraient dû profiter de leur passage au pouvoir pour réaliser malgré tout. Ils ne l'ont pas fait.

Ils ne le pouvaient pas ! direz-vous.

— Allons donc ! ils n'avaient qu'à mettre la légalité en vacance et faire appel aux miséreux.

— Ils auraient été vaincus par les forces capitalistes coalisées.

— Alors ! C'est la preuve qu'on ne peut rien réaliser en régime capitaliste et qu'il n'est qu'une façon de résoudre la question sociale : la Révolution.

Si demain, les socialistes français avaient la majorité absolue aux élections, ils ne pourraient pas davantage réaliser. Tout ce qu'ils pourraient faire, c'est imiter leurs confrères alle-

mands, belges et anglais : trouver des expédients pour consolider une situation qui ne serait, en définitive, profitable qu'aux seuls capitalistes.

En conséquence, le seul résultat d'un gouvernement socialiste serait de voir les dits socialistes retarder, voire essayer d'empêcher la révolution sociale.

Le troisième point : ce ne sont pas les élus qui conquièrent le parlement, mais le parlement qui corrompt les élus, vient de recevoir une éclatante confirmation.

Prenons le cas MacDonald. Le leader d'hier du Labour Party avait, pendant toute la guerre, joué un rôle assez courageux. En aucun moment de la boucherie, il ne voulut être dupe de l'Union sacrée et fit une opposition tenace à la défense nationale. Il fut même poursuivi pour défaitisme.

Sitôt au gouvernement, il abandonna son pacifisme pour se proclamer patriote. Etant un des fondateurs du Labour Party, il n'hésita pas à l'abandonner pour rester premier ministre et à engager une campagne violente et sans merci contre ses anciens camarades.

Cela ne nous rappelle-t-il pas l'ex-chambardier Briand, mobilisant les cheminots en grève ?

Ah ! je sais ce qu'on va encore me répondre :

— Mais le parlement ne corrompt pas tous les élus ! La preuve en est dans l'attitude des autres ministres du gouvernement travailliste. A part trois, tous ont refusé de participer au gouvernement d'union nationale. Même Henderson, qui pourtant était sûr de faire partie de la combinaison. Mieux, même, il prit immédiatement une attitude d'opposition et n'hésita pas à demander l'exclusion du parti de MacDonald — qui était pourtant son ami.

— Comédie ! Crainte des électeurs ! — Allons donc ! au contraire, s'ils avaient adhéré au gouvernement tripartite, ils étaient sûrs d'être élus !

Ce n'est pas tout prouvé. D'abord il est probable que ni le Labour Party ni les Trade Unions n'auraient marché. Si Henderson et ses amis avaient été sûrs d'être élus par leurs troupes, ils auraient accepté la preuve : pendant la guerre, Henderson participait à un ministère qui, comme l'actuelle combinaison MacDonald, se disait d'union nationale.

Seulement, cette année, cette union nationale ne pouvait se faire qu'en diminuant les allocations de chômage et les traitements des fonctionnaires. Et comme chômeurs et fonctionnaires sont au Labour Party et aux Trade Unions, ces deux organisations n'auraient pas accepté de faire les frais de l'opération.

Car les leaders du Labour Party étaient forcés d'adopter cette attitude, non seulement sous la pression des Trade Unions, qui avaient déjà manifesté leur froideur envers le gouvernement travailliste, mais par crainte du communisme.

En Angleterre, en effet, le parti communiste est presque inexistant. Mais qu'elle n'aurait pas été la force d'attraction sur les chômeurs et les fonctionnaires abandonnés par les travaillistes !

Et c'est surtout pour cela que Henderson et les autres ministres se sont mis — à contre-cœur dans une attitude d'opposition farouche envers MacDonald.

Voici quelques réflexions suggérées par les élections anglaises. On pourrait en faire bien d'autres, mais d'ici 1932, nous aurons plus d'une fois l'occasion d'y revenir.

Bornons-nous, pour aujourd'hui, à ces quelques constatations, méditons-les bien.

Nous n'en sortirons que mieux armés pour la prochaine campagne antiparlémentaire.

LOUIS LOREAL.

L'AFFAIRE OUZOUNOFF BOIAN, STEPHANOF

Une libération qui s'impose

La justice, si souvent prompt à se saisir des délinquants, ou supposés tels, ne met pas la même diligence à s'en dessaisir. La preuve en est dans l'affaire des trois Bulgares. Arrêtés les deux premiers, Ouzounoff et Boian, à Marseille le 11 juin dernier, Stephanof le 28 août dans la même ville.

Arrêtés sur les instances du gouvernement fasciste bulgare qui demandait leur extradition pour des délits de soi-disant droit commun qui sont en réalité nettement politiques. Depuis la date de leur arrestation, la moindre preuve de leur culpabilité n'a pu être apportée. Aussi, la Cour d'Aix-en-Provence, appelée pour la deuxième fois à statuer sur la demande d'extradition de Stephanof, n'a pu le faire faute d'éléments sérieux. Il est apparu à la Cour d'Aix, comme à tous ceux qui connaissent la situation de la Bulgarie que les gouvernements de Tsankof, Liapchev ont soumis la Bulgarie à un régime de terreur tel qu'il en est résulté 18.000 victimes. La substitution du droit constitutionnel à la dictature la plus forcée.

(Voir la suite en 2e page).

DIMANCHE 8 NOVEMBRE

à 14 h. 30

COMITÉ DE L'ENTRAÏDE

Caisse de Secours aux détenus politiques et à leurs familles

SALLE DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS

94, Boulevard Auguste-Blanqui

MÉTRO : GLACIÈRE

Grande Fête Annuelle

au seul profit des emprisonnés

PRIX des cartes : 5 francs

Entrée gratuite pour les enfants

DE NOMBREUX CHANSONNIERS UN REPERTOIRE NOUVEAU ET SURTOUT UN BEAU GESTE DE SOLIDARITÉ

On trouve des cartes au LIBERTAIRE et à l'entrée de la salle

aux hasards
du CHEMIN

SAMUEL VERGIN

.....

quand nous serons libres. fera son p
effet et parviendra bien à s'imposer à
conscience ouvrière. »

LE COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Est-ce l'ouragan final?

BIBI BIRI

Le capitalisme subit la crise la plus grave qu'il ait jamais connue. Sur tous les points du globe, des événements considérables sont en train d'éprouver l'évolution de la crise, inévitable dans un régime capitaliste, vers un régime socialiste. Quelles sont les solutions envisagées par le capitalisme pour retrouver un équilibre qui ne peut plus se retrouver dans le cadre des institutions bourgeoises ? Comme chacun le sait, c'est au prolétariat seul qu'il faut en faire porter tout le poids ; abaisser les prix de revient en réduisant les salaires ; faire monter les cours en détruisant des richesses nécessaires à la collectivité ; nuire à la main-d'œuvre en la privant de logements, en la privant de nourriture. En un mot, la méthode employée par le patronat consiste à abaisser le taux, pour tout dire, du standard de vie de la masse des travailleurs.

Mais cette méthode égoïste, loin de réduire la crise, l'aggrave au contraire, en réduisant les capacités d'achat des individus.

Incapable de trouver les solutions propres à éteindre la crise pour toujours, et cela tient à sa nature même, le capitalisme s'achemine-il vers son agonie ? Ne craignons pas victoire trop rapidement, il lui reste une ressource pour échapper cette fois encore à la chute finale inévitable : chercher coûte que coûte de nouveaux débouchés.

L'exposition coloniale, le voyage du ministre des Colonies en Indochine montrent l'orientation prise par le patronat pour écarter des produits qu'il ne veut et surtout ne peut pas distribuer aux producteurs même. Cette considération peut nous aider à comprendre les grands conflits internationaux entre concurrents et pays propres à recevoir notre civilisation. Ces conflits sont multiples ; deux sont d'actualité : ceux de l'Inde et de la Chine.

L'INDE

A notre civilisation matérialiste, l'Inde oppose une civilisation spiritualiste ; l'Hindou, tout à sa pensée, ne s'intéresse nullement aux progrès techniques de l'Occident. L'Angleterre voudrait annexer cette civilisation, pour lui vendre toutes sortes de produits, en l'équipant industriellement.

L'Inde s'y refuse catégoriquement, elle ne veut pas se laisser entraîner dans l'engrenage de notre vie industrielle matérialiste où l'homme, devenu insatiable, est toujours à la recherche de nouveaux biens ; elle le montre en boycottant les marchandises anglaises ; le capitalisme britannique réagit, invite Mahatma Gandhi à venir s'entendre à Londres ; celui-ci, vêtu d'une simple tunique, se noie dans la mer de l'Inde, il a accepté l'invitation et se refuse à toute concession.

LA CHINE

La Chine a donné naissance à un conflit qui dure depuis des dizaines d'années. Quelle puissance « colonisera » ce pays ? Tel est le enjeu du problème appelé sans doute « le conflit du Pacifique ».

La guerre russo-japonaise de 1904 écarta la Russie tsariste.

Après avoir équipé industriellement le Japon, les Etats-Unis virent leur ancien client devenir rapidement un concurrent redoutable. Qui l'emportera des deux adversaires en présence ?

La réputation des Etats-Unis est faite depuis longtemps. Quand au Japon, disons simplement que la natalité de ce pays a porté le chiffre de sa population de 75 à 80 millions, en quelques dizaines d'années ; le culte de la patrie y est poussé à un haut degré, et le mépris de la mort y est enseigné.

L'invasion de la Mandchourie par les Japonais, pour des motifs faciles à saisir, est un épisode du « Pacifique ». L'Amérique observe attentivement les événements. Les Soviets seront dans quelques années une puissance industrielle avec qui il faudra compter ; ils entendent défendre leurs intérêts en Asie, et dans le cas contraire, ils s'opposent à l'expansion japonaise. Pour l'instant, ils restent dans l'expectative, mais, à toute éventualité, une armée soviétique puissante est massée à la frontière chinoise. Si le conflit ne se déchaîne pas, ce n'est que partie remise.

La Chine, le Japon et les Etats-Unis, une des grandes puissances du monde ; mais si l'U. R. S. S. se concentre ses efforts sur l'Extrême-Orient, quelles seront les réactions européennes ? Profitera-t-il de la crise pour chercher à en tirer toutes, avec un empereur plus puissant ?

Plus il attendra, plus la puissance soviétique s'affirmera. Il n'est donc pas insensé de prévoir l'incendie universel. Nous le verrons dans nos prochains articles.

LE « PERIL ROUGE »

L'Allemagne est le pays du monde le plus apte à suivre l'exemple de la Russie. Si ce n'était la division du prolétariat, ce serait chose faite. Pourtant la guerre civile peut éclater d'un moment à l'autre entre le prolétariat et les nationalistes ; dans ce cas, il est probable que l'armée rouge viendrait au secours des communistes allemands, après avoir fait de la Pologne une bouclée.

Cette hypothèse explique la politique étrangère de la France à l'égard des pays limitrophes de l'U. R. S. S.

Canons et munitions sont expédiés par le gouvernement de la République française à Pilsudski, type du soldat sanguinaire.

LE BLOC CAPITALISTE

Devant la désorganisation du monde, voyant leur puissance ébranlée sur ses bases, les capitalistes cherchent à s'unir. A l'inverse des prolétaires, ils comprennent que l'union fait la force, que la patrie est une fausse amie pour empêcher l'entente des peuples, pour pouvoir les exploiter mieux en détail.

Les rencontres des ministériels : Mac Donald à Berlin, Brüning à Paris, Laval en Amérique, etc., sont les préliminaires de la formation de trusts puissants qui se partageront les régions à exploiter, éliminant ainsi la concurrence. Cela n'empêche pas des pauvres boyaux de continuer l'entente des représentants du capitalisme avec l'entente des prolétaires. Quelle pitié pour les patriotes de tous les pays, hurlant contre les peuples voisins, incapables de discerner, dans leur haine aveugle, les trahisons de leurs chefs avec l'ennemi !

LA CONFERENCE DU DESARMEMENT

Les travailleurs n'ont rien à gagner et tout à perdre dans une guerre. Mais, hélas ! ce ne sont pas eux qui siègeront à Genève, ce sont les représentants du capitalisme ! Or, ceux-ci ne sont pas encore prêts, comme nous venons de le voir, et il se peut qu'ils aient encore besoin des armes pour s'éliminer.

Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager sérieusement la réussite de la Conférence du Désarmement.

L'effort des pacifistes sera insuffisant. Il ne suffit pas de désirer la paix et de voter pour l'avis ; il est nécessaire d'étudier les problèmes actuels dans leurs aspects mondiaux.

De même que les membres des sociétés philanthropiques bourgeoises ont un cœur trop étroit pour contenir l'humanité tout entière, les pacifistes ne peuvent pas leur servir de mesure des événements dans leur portée universelle ; ils font du bruit, déclarent sur tous les tons qu'ils veulent la paix, mais ils ne cherchent pas les causes véritables et profondes de la guerre. Sinon, ils s'apercevraient comme nous que le capitalisme est la cause fondamentale de la guerre.

Pour avoir la paix, il faut supprimer le capitalisme.

Le pacifisme béant, quoique marquant un progrès réel et appréciable dans les mentalités, n'est pas à la hauteur du travail à accomplir et sera impuissant à déterminer une issue heureuse de la fameuse Conférence de la Paix.

ET LE PROLETARIAT ?

Les neuf dixièmes du prolétariat ne s'intéressent pas du tout de son propre sort ; boire, manger, fumer, faire des gosses semblent être tout son idéal, déterminé qu'il est par la société à n'en pas avoir de plus élevé.

Le reste du prolétariat, éduqué et conscient, emploie le meilleur de ses forces et de son temps à se diviser et se quereller sur des détails.

Et, pourtant, les conditions actuelles sont révolutionnaires ! Le capitalisme chancelant, désorganisé, ne s'est pas encore ressaisi ; 30 millions de chômeurs, plus ou moins affamés, restent impassibles, preuves vivantes qu'il ne suffit pas de faire du bruit pour devenir automatiquement des révoltés...

Le capitalisme en est lui-même ébahi ; il comprend qu'il peut brimer davantage le prolétariat. Voyant la passivité des travailleurs devant la crise, il s'efforce et réussit partout à diminuer et même supprimer les institutions sociales péniblement acquises au cours de dizaines d'années de luttes et de sacrifices.

ESPERANTISTE.

Les avatars de Spoturno "l'ami du peuple"

Sous ce titre, le Réveil Ouvrier de Nancy, du 24 octobre, a publié un article assez curieux de Gabriel Gobron. Nous ne révisons pas au plaisir d'en donner quelques passages à nos lecteurs, persuadés que nous sommes qu'ils ne pourront trouver que du profit à sa lecture.

La Rédaction.

Né à Ajaccio d'une blanchisseuse d'hôtel, avec des cheveux rouges et des pieds longtemps nus à l'âge où l'on met des souliers, petit de taille, François se signale bientôt à Marseille à la bande St-Charles, l'officier du café, l'affaire du perroquet, trois événements qui marquent les débuts du jeune Spoturno.

C'est à Marseille que François Spoturno conquiert le cœur d'une vendeuse de parfumerie et commença à manier le rasoir. Mais Marseille ne suffisait pas aux ambitions de M. Spoturno, il rêvait d'être à la tête de la ville de Paris. Les tourtereaux s'en furent à Paris et la tourterelle au Louvre, chez M. Chauvart. M. Spoturno avait eu le nez creux car il doit tout ce qu'il est et tout ce qu'il a, à l'heureuse idée qu'eut sa femme d'offrir ses services de vendeuse audit Chauvart, dadi au Louvre. Il fut châté de Longchamp, et le reste. C'est-à-dire un aigle.

Vint la guerre. Jeune encore, mais patriote déjà, Coty ne fit pas en première ligne. Vous l'avez deviné : profitant de la note crapuleuse qui se faisait à l'arrière, il vendit de l'acier aux armées allemandes et à toutes les petites femmes qui soulageaient les héros et quelques autres. Les économies que Mme Spoturno avait faites au Louvre, son à son, comme simple et honnête petite ouvrière, avaient permis à son mari d'être ushier en même temps que le seigneur de Longchamp. M. Coty était donc riche, vous le voyez. C'est le seul secret de sa réussite dans toutes les affaires...

Après la guerre, Spoturno fonda en Suisse une mystérieuse société de spéculation contre le franc français, où ne se trouvaient que des Allemands, des Suisses-Allemands et des Américains. M. Tardieu dénonça alors, dans l'Echo National, les louches agissements de ce patriote. La brigade de la Sûreté générale qui se rendit en Suisse pour y mener son enquête spéciale, ne put que vérifier les accusations précises et formidables de M. Tardieu contre Spoturno.

A cause de cela — et non des prétextes apparents qui furent donnés — le fauteur de troubles fut condamné à la prison. Mais, cherement vendu à Lord Napoïon, lui fut retiré à une énorme majorité, alors que le rouble avait déjà signé, des mois en arrière, les articles d'Urban Gohier : François Coty, sénateur de la Corse. Il était déjà vu ministre du Commerce, voire président de la République !

Il s'acharne contre les bolchevistes. Simple question de boutique à Moscou ! Il s'acharne contre les « Boches » ? C'est que ceux-ci, malgré les « Semailles Coty » (vente à prix réduit des odeurs), n'achètent pas assez. Quand M. Coty parle du bien public, de l'intérêt national, vous pouvez gratter l'ambassadeur de 1914 à 1918 cherche prosaïquement son intérêt. Il arrive que celui-ci coïncide avec celui du pays. Mais pas toujours ! Oh ! non...

Ainsi M. Coty devait dix millions de bénéfices de guerre sur les odeurs vendues pour soutenir le moral de la nation aux heures de péril. Il engota, se déborda, se réfugia dans la maquette de l'Europe, et finalement obtint, grâce à Poincaré — toujours plus débonnaire vis-à-vis des puissants — une large remise au fisc. M. Coty allait-il au moins verser réellement cette fois les 2 ou 3 millions auxquels se réduisait son impôt ? A l'heure présente, l'Europe en qu'il a obtenu 500.000 francs envoyés à Poincaré, et que celui-ci vira au fisc. Après d'autres journaux, j'attends que M. Spoturno nous dise lui-même sur ses vertus civiques de parfait contribuable.

Il a tenté de s'attaquer au monopole privé des Messageries Hachette, ce qui a pu, un moment, réjouir l'ami de la presse française, qui savait de quel poids étouffant pesent le contrôle et les conditions onéreuses de Hachette sur la distribution et la diffusion du Verbe. Mais, là encore, il s'est arrêté. D'autres projets exaltant davantage son puant orgueil, le débordement de son entreprise. Il est devenu un homme habillant sur tout ce qui est social et capitaliste.

Aux heures où il croyait aux succès du fascisme, cet étrange Ami du Peuple prit feu, et l'on put voir Magnot — toujours la brillante intelligence du géant, comme dans les légendes nordiques ! — plastronner et conspirer dans les salons Coty-Dubouché au milieu d'une mafia de bonapartistes et de royalistes. Poincaré, informé de l'aventure, passa téléphoniquement à son Ministre et Ami une magistrale semonce. Coty ayant attaqué tout le monde, de Blum à Millaud, n'a jamais eu l'esime de Poincaré, même quand celui-ci parut lui accorder des faveurs.

Tel est le nouveau pacha qui habille les premières communautés de Corse, tel est le nouveau moraliste politique qui nous apprend à aimer la France et à mourir pour elle, s'il le faut, afin que ses ennemis aient les tripes au soleil.

GABRIEL GOBRON.

Aidez nos camarades persécutés en U.R.S.S.

Camarades ! Une crise économique épouvantable opprime le monde entier. C'est surtout le prolétariat de tous les pays qui en souffre atrocement. Partout, c'est la famine, c'est la misère. Mais rien ne peut aider en comparaison avec l'horrible situation de nos malheureux camarades d'Union soviétique. Ces infortunés sont forcés de vivre durant de longues années sous des privations et à des souffrances inimaginables, dans des lieux d'exil de l'Asie centrale, de la Sibérie et du Turkestan, ainsi que dans des prisons et des « isolateurs » des villes russes.

Des centaines de camarades que nous avons connus et appréciés comme des militants dévoués en lutte pour l'émancipation du prolétariat, sont exposés à des privations physiques et soumis à des tortures morales terribles. Souvent, ils sont condamnés à une mort lente, dans des souffrances atroces, rongés par la faim et par la maladie. De même que sous le joug du tsarisme, tous ceux qui luttent pour la liberté sont torturés, dans des conditions inhumaines aussi, au pays de la dictature soviétique, à travers les prisons de Moscou, de Léningrad, de Verkhne-Oural, de Kharkov, etc., c'est rien que pour leur façon de penser.

L'hiver russe, si long et si dur, approuve. Privés des moyens d'existence les plus indispensables, nourris insuffisamment, mal habillés et mal chauffés, nous sommes obligés de nous adresser à nous pour nous demander une aide fraternelle. Nous ne voulons ni ne pouvons laisser leur appel retentir dans le vide. Tous ces hommes, toutes ces femmes sacrifiant leur liberté et leur santé, dans un élan sublime, à l'idée de la justice sociale. Beaucoup d'entre eux ont dû payer leur action par une mort prématurée. Il est à nous, aujourd'hui, de prêter un secours immédiat et suffisamment vaste à ceux qui sont en vie.

Camarades ! Que chacun de vous fasse le plus grand sacrifice personnel afin de faire passer les grandes souffrances et la misère profonde de nos frères, afin de leur jeter un rayon de lumière dans leur triste existence.

Fonds de secours de l'A.I.T. aux anarchistes et anarcho-syndicalistes « emprisonnés et exilés en Russie ».

Les fonds devront être envoyés à l'une des deux adresses suivantes :

- 1) R. Rucker, Berlin-Britz, Rudower Allee 46, Allemagne.
- 2) A. Souchev, Berlin, Postcheckkonto : 910 04, Allemagne.

Un volume introuvable !

FERNAND KOLNEY

ou le Panquroulier des quatre cinquièmes

Il reste quelques volumes à... 10 fr. net

ditions onéreuses de Hachette sur la distribution et la diffusion du Verbe. Mais, là encore, il s'est arrêté. D'autres projets exaltant davantage son puant orgueil, le débordement de son entreprise. Il est devenu un homme habillant sur tout ce qui est social et capitaliste.

Aux heures où il croyait aux succès du fascisme, cet étrange Ami du Peuple prit feu, et l'on put voir Magnot — toujours la brillante intelligence du géant, comme dans les légendes nordiques ! — plastronner et conspirer dans les salons Coty-Dubouché au milieu d'une mafia de bonapartistes et de royalistes. Poincaré, informé de l'aventure, passa téléphoniquement à son Ministre et Ami une magistrale semonce. Coty ayant attaqué tout le monde, de Blum à Millaud, n'a jamais eu l'esime de Poincaré, même quand celui-ci parut lui accorder des faveurs.

Tel est le nouveau pacha qui habille les premières communautés de Corse, tel est le nouveau moraliste politique qui nous apprend à aimer la France et à mourir pour elle, s'il le faut, afin que ses ennemis aient les tripes au soleil.

GABRIEL GOBRON.

Dans l'enfer fasciste

Les parades fascistes de Naples

Rome, octobre. — Les fêtes fascistes ont été célébrées avec une grande pompe, le 24 et le 25 octobre, à Naples. On calcule que l'Etat a dû dépenser, pour ces manifestations, plusieurs millions : ce qui paraît d'autant plus grave si l'on pense que la crise financière et économique sévit d'une façon toujours plus inquiétante et que le déficit du budget de l'Etat augmente de mois en mois. Mais le fascisme a besoin, ainsi que les anciennes tyrannies du moyen-âge, de donner au peuple des spectacles théâtraux, qui veulent être une manifestation de prestige et une menace de force. La bruyante parade de Naples, rendue dans ce programme de « bluff » ; ce qui explique la désinvolture, on dirait mieux l'inconscience, avec laquelle les autorités gouvernementales ont décidé des dépenses énormes dont le poids retombera sur les épaules des contribuables, qui sont déjà aux abois. Pour escorter le « duc » pendant son voyage sur la mer (la prudence et l'ostentation du chef du fascisme ont préféré la mer à la voie ferroviaire, moins sûre et moins « impériale »), une escorte navale a été mobilisée ; et plusieurs dizaines de milliers de chemises noires ont été rassemblées à Naples, de tous les côtes d'Italie. Il va sans dire que les frais de ces voyages et ceux de l'entretien des fascistes pendant leur séjour à Naples ont été à la charge de l'Etat.

Le programme des fêtes s'est déroulé avec une grande solennité extérieure, mais le peuple, le véritable peuple napolitain, a été complètement absent des cérémonies, qui ont gardé le caractère des manifestations armées du parti fasciste. D'ailleurs, il faut remarquer que, deux jours avant l'arrivée du « duc », la police a procédé à de nombreuses arrestations dans tous les milieux suspects d'antifascisme. Des centaines d'ouvriers, quelques dizaines d'intellectuels ont été renfermés dans les prisons jusqu'au jour suivant le départ du « duc ». C'est là un système de la police fasciste qui tient à craindre, dans toutes les localités visitées par le chef du gouvernement, une atmosphère de terreur.

Le 24 octobre, Mussolini a tenu un grand rapport des directeurs fédéraux des quatre-vingt-deux provinces italiennes, en présence des hauts dignitaires de l'Etat et du parti, qui font, suivant la conception et la pratique fascistes, la même chose. Aux membres des directoires il a adressé un discours, dont la presse ne reproduit pas le texte intégral, mais simplement un résumé. Il a répété, soit en ce qui concerne la situation internationale, soit en ce qui se rapporte à la situation intérieure, des vieilles rengaines qui avaient déjà été dites et redites par les journaux. Il a fait l'exaltation du corporatisme fasciste, fondé sur la négation de la liberté individuelle, et, parmi les raisons de la résistance de la France, il a cité une, qui démontre jusqu'où peut arriver l'impudence du « duc ». Tout le monde sait que le fascisme a cherché des emprunts à l'étranger, disposé à subir les conditions les plus lourdes, et que le capital étranger les a refusés. Or, il a eu l'effronterie de déclarer : « Le fait d'avoir refusé (sic) des emprunts étrangers nous place dans une situation particulièrement privilégiée et sûre ». Voici des mots qui feraient rire les banquiers américains et français.

Après avoir répété que le fascisme est un objet d'exportation car il est, tout simplement, « le créateur d'une nouvelle civilisation », le « duc » qui, à plusieurs occasions, avait proclamé que le fascisme n'a plus d'adversaires à l'intérieur et que l'opposition est morte et éteinte, a senti la nécessité de recommander aux « hiérarches » fascistes « d'employer de la sévérité contre les débris de l'antifascisme, qui existent toujours, même s'ils ne sont pas importants ». Enfin, il a fait l'éloge de la sobriété et de la capacité de renouveau des populations méridionales. C'est dire que le fascisme compte spéculer encore sur ces vertus du peuple du Midi et de le soumettre à un régime de privations toujours plus dures. C'est à dire que le journal « Le Tevere », commentant les déclarations du « duc », développe, lorsqu'il écrit que « même les défauts de l'Italie méridionale, ses imperfections, constituent aujourd'hui, au moment même où la civilisation est en crise et où ses valeurs sont discutées, des avantages des plus précieux ». (On ne pourrait pas avoir plus de cynisme N. d. l. R.) Le journal conclut que l'Italie peut dominer aujourd'hui ses durs épreuves « pour les grandes qualités de ses populations méridionales, exemptes de la maladie du « Standard of living » qui fut jusqu'à ce jour l'orgueil des Anglo-Saxons et qui

constitue un terrible boulet au pied dans les situations économiques désespérées ». Cet éloge de la pauvre et patiente des gens du Midi démontre combien le fascisme est loin de tenir ses promesses de prospérité et de grandeur impériale !

Manifestations sanglantes contre le régime

Nombreuses bagarres. — Morts et blessés

Rome, octobre. — La révolte des paysans de Monterotondo de Bisaccia contre les autorités fascistes a été très grave. Le Podestat Francesco di Vaira et le Vice-podestat Nicola Jaxicoli avaient dilapidé les finances communales et avaient soumis la population rurale à des impôts écrasants. Les paysans avaient manifesté plusieurs fois, mais sans résultat. Le 8 septembre, la population que le Podestat et le Vice-podestat avaient démissionné et qui n'avait pas voulu accepter la nomination du Podestat ! A mort les affameurs du peuple ! Les miliciens fascistes se rendirent aussitôt invisibles. La foule envahit la Mairie et détruisit les archives, les portraits du roi et du « duc », le drapeau fasciste. Le Podestat et le Vice-podestat s'enfuirent. Dans l'après-midi, un Commissaire de police, arrivé de Campobasso avec des carabinieri et des agents, affirma à la population que le Podestat et le Vice-podestat avaient démissionné et qu'un Commissaire gouvernemental prendrait la direction de l'administration municipale. Cette nouvelle suffit à calmer les manifestations.

Mais, pendant la nuit, un capitaine des carabinieri, qui était lié au Podestat par des raisons d'intérêt matériel, ordonna l'arrestation de plusieurs paysans. Dès que le bruit de cette mesure se répandit, les paysans sortirent en masse de leurs maisons et, après avoir sonné le tocsin, se rassemblèrent devant la caserne en réclamant la libération des détenus. Le capitaine répondit en ouvrant le feu. On tira plus de 200 coups de fusil. Trois paysans furent tués : Antonio Lonzi, père de cinq enfants ; Antonio Suriani, âgé de près de 70 ans, et Pasquale d'Alvaro. Il y eut treize blessés dont plusieurs sont dans un état grave. Monterotondo vit toujours sous la terreur.

Carrara, également, a été le théâtre de manifestations sanglantes. Des milliers de carriers ont suspendu leur travail et se sont rassemblés dans la ville, protestant contre les dirigeants des syndicats fascistes et contre le régime. Un grand nombre d'habitants de Carrara a participé à la manifestation, qui, à un certain moment, a pris des proportions dont les autorités fascistes se soient alarmées jusqu'à ordonner la mobilisation de la milice fasciste et de demander des renforts de troupes des villes voisines. Aussitôt ces renforts arrivés, les autorités ont fait tirer contre les manifestants ; deux d'entre eux ont été tués et plusieurs blessés. Des arrestations ont été ordonnées parmi les carriers. Pendant quelques jours, Carrara a été dans un véritable état de siège.

Le 27 septembre, la population de Roccamare, dans les Abruzzes, a envahi et endommagé la Mairie. Comme d'habitude, le Podestat s'est enfui et la milice fasciste n'a pas osé se montrer dans les rues.

A Villa Santa, le Podestat et le Secrétaire municipal ont été tués à coups de revolver. Les journaux déclarent que le meurtrier est un fou ; mais, en réalité, il s'agit d'une protestation sanglante contre les systèmes d'oppression et de violence des autorités locales fascistes.

Un épisode caractéristique de l'état d'âme des populations contre le régime a été enregistré à Moreno di Piave, près de Treviso. Au moment du conflit entre le Vénétien et le fascisme, les paysans, dont le sentiment catholique est très vif, ont parcouru les rues du pays en criant : « C'est notre heure à nous ! ». Ils avaient barricadé la route provinciale et s'étaient armés de fusils et de pierres. Les miliciens fascistes s'étaient enfermés dans leur caserne. Après la solution du conflit, les paysans n'ont plus salué les prêtres et ont déserté l'église. Lorsqu'ils rencontrent un prêtre ils lui crient : « Allez-vous en ! ». Le même cri est poussé par les femmes, qui, jusqu'à présent, avaient fait preuve du plus grand respect envers les représentants de l'Eglise.

Avez-vous pensé à aider le « Libertaire »

aux Ponts-de-Cé et serait assez heureux s'il ne rencontrait une « jeunesse » avec laquelle, moyennant finances, il se déniaise.

Le lendemain (quand je vous disais que c'était un phénix !) il est tellement dégoûté d'avoir profané son amour qu'il part. Il arrive enfin, dans un village, à retrouver sa promise — qui avait été infirmière et avait été violée une nuit, en plein sommeil, par un major.

Ils se marient, achètent la forge, ont beaucoup d'enfants et vivent heureux, lorsque la guerre éclate une nouvelle fois. Ses trois fils et sa femme meurent — les premiers tués à la boucherie, la mère, de chagrin. Sa forge est anéantie par le bombardement.

Alors, devenu un peu « braque » par tous ces coups, il s'en va sur la tombe de son dernier né et il y meurt.

La dernière page est bien venue : il y a un extrait de journal annonçant la nomination au grade de commandeur de la Légion d'honneur d'un fabricant d'obus, et, en cinq lignes, l'annonce de la trouvaille d'un cadavre sur une tombe en Belgique.

Je le répète, il y a de très bonnes choses dans le livre, il y a un souffle pacifiste indéniable. Mais pour que l'auteur nous donne une œuvre forte digne de son talent, il faudra qu'il débarrasse son cerveau de la bigoterie qui empoisonne son livre.

LE LISEUR.

- (1) Edition Prima, 1 vol., 25 francs.
- (2) Editions du Tambourin, 1 vol., 15 francs.
- (3) Ed. du Mercure de France, 1 vol., 12 fr.

LIVRES REÇUS. — Armen Ohanian : Les rires d'une charmeuse de serpent (Les Reves) ; A. Carme : Le roman expérimental (Figurière) ; Ch.-Aug. Boncompagni : L'homme devant l'Eglise (Les Cahiers francs) ; Max Mercier : Les Gueules cassées (Figurière) ; Les Cahiers de l'Artocratie : IX ; A. Lantôme : L'abdication du soleil ; X ; J. Maurel : La légende de Cain. Nous en rendrons compte ultérieurement.

LES LIVRES

E. Armand : LIBERTINAGE ET PROSTITUTION

Ilya Ehrenbourg : EUROPE, SOCIÉTÉ ANONYME

A. Lisieux : LA VIE QUI TUE

Les du Libertaire connaissent E. Armand, le directeur de l'Œuvre, et ils savent quelle spéciale il a prise dans le journalisme en cantonnant pressant à l'unique problème

Il nous a plusieurs fois dit que nous passions de la camaraderie tant que fumeuse de la camaraderie amoureuse. Il paraîtrait donc inutile de commenter un livre de ce camarade, puisqu'aussi bien Armand, qui ne se gêne point pour critiquer les autres, est d'une susceptibilité rare à son sujet et que tout commentaire quel qu'il soit sur une de ses œuvres a pour résultat de le mettre hors de lui si ce dit commentaire n'est point en sa faveur.

Cependant, comme Le Liseur n'a pas pour fonction de satisfaire les amours propres des auteurs, mais bien de renseigner les amis sur ce qui se publie, j'ai donc voulu savoir ce que contenait Libertinage et Prostitution (1), à seule fin de pouvoir vous en entretenir.

Tout d'abord, une remarque s'impose. Ce livre est édité avec une couverture qui le fait aisément passer pour un ouvrage pornographique. C'est bien dommage, car le livre ne l'est pas. Seulement, cela en fera peut-être vendre à certains vieux bourgeois qui se sentiront déjà émus par la contemplation d'un livre libidineux.

Ensuite, une grande partie de cet ouvrage avait paru en feuilleton dans le journal d'Armand ; mais la signature du directeur de l'Œuvre était accompagnée de celle d'Emilio Gante. Armand nous explique qu'il a pris pour base le travail de Gante, en en élargissant la portée. Peut-être. Mais il aurait pu tout de même faire figurer son nom, car, enfin, la part du travail de Gante est assez importante. Il est vrai que Armand est partisan de la reprise individuelle... Alors, tout s'explique !

Mais venons-en au livre lui-même. Le but que s'est proposé Armand est d'expliquer l'influence du fait sexuel dans la vie politique et sociale de l'homme pour servir à une « interprétation sexualiste de l'histoire ».

Et Armand nous donne en 400 pages

Il y a longtemps que les capitalistes mondiaux intelligents ont entrevu qu'il était beaucoup plus utile de s'entendre avec les bolchevistes que d'essayer de les écraser. Le régime bolcheviste a donné trop de facilités au capitalisme international de venir s'installer en Russie pour que ceux qui, actuellement, font des affaires d'or avec les Soviets détestent autre chose que le régime qui leur octroie de si substantiels profits.

Ces réserves faites, disons que le nouveau livre d'Ehrenbourg ne fait que montrer la maîtrise de cet écrivain, qui s'avère comme un des plus puissants satiristes de son temps.

Europe, société anonyme, c'est l'histoire des grands trusts industriels qui mettent l'Europe en coupe réglée, qui soutiennent ici le pacifisme, là le chauvinisme — souvent les deux à la fois dans le même pays pour arriver à leurs fins de domination continentale, voire même mondiale.

Sous des noms d'emprunt, l'auteur nous montre la vie de ces grands chevaliers d'industrie partis à la conquête de la Toison d'Or. Ce sont les métaux, les allumettes, les produits chimiques, la banque, les cuirs, les chaussures — et j'en passe — dont l'évolution durant ces dernières années, nous est contée sur un rythme allégre et entraînant.

C'est une fresque magistrale qui se déroule devant nos yeux. On y voit l'Eglise, le patriotisme s'associer étroitement pour

maintenir l'esclavage dans lequel est plongé le prolétariat.

Nous recommandons chaudement ce livre à tous ceux qui veulent avoir une image exacte du monde capitaliste. Et nous attendons le prochain ouvrage d'Ehrenbourg, en souhaitant qu'il se débarrasse de tout le verbiage inventé par les stalinistes. Car c'est un des maîtres écrivains d'aujourd'hui, et il est dommage de voir une partie de son œuvre gâchée par des bobards qu'aucun adulte sensé ne peut plus prendre au sérieux.

* *

Alphonse Lisieux a écrit un livre sur la guerre (3). Pour mieux dire, il a écrit un livre sur deux guerres : celle de 1870 et celle de 1914. Il l'a fait dans un esprit indubitablement pacifiste, mais j'ai bien peur que son pacifisme ne soit pas encore ce pacifisme constructeur qui seul pourra, en détruisant le capitalisme et en installant une société d'hommes libres, empêcher à jamais le retour des guerres sur notre planète.

D'ailleurs, le livre de Lisieux pêche par un travers qui ne peut pas en faire un livre vraiment pacifiste. Le sentiment déteste le domine d'un bout à l'autre, et c'est pénible de constater que le christianisme a pu laisser tant de traces chez un homme qui, sur d'autres choses, se montre pourtant intelligent. Certes, Lisieux fait une critique sévère de l'idée de patrie, il malmené assez drûment les profi-

